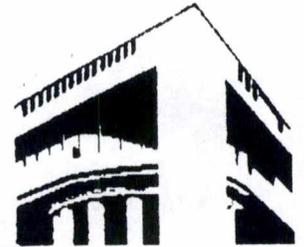


# Les Grands Dossiers A Washington

Bulletin sur les questions commerciales et économiques produit par l'Ambassade du Canada

Volume 2, No.2

Mars 1991



## SOUS LE RÉGIME DE L'ALE

● Grâce à l'ALE, les producteurs canadiens de viande de porc se verront rembourser 17 millions \$ en droits compensateurs versés aux États-Unis. Dans sa décision historique du 12 février, la Commission américaine du commerce international (ITC) a unanimement renversé sa constatation selon laquelle les importations de viande de porc du Canada menacent de porter préjudice à l'industrie américaine. L'ITC a changé sa position après que le Groupe spécial de l'ALE eût décidé que la menace de préjudice alléguée par la Commission n'était pas appuyée par les éléments de preuve au dossier. Par conséquent, l'ordonnance d'imposition d'un droit compensateur sera révoquée. Ce renversement de la constatation de préjudice a démontré l'effet et la valeur du mécanisme de l'ALE pour le règlement des différends et était essentiel à la prospérité économique de l'industrie canadienne.

● Les gens d'affaires et professionnels canadiens profiteront des changements récents aux dispositions de l'ALE sur les voyages pour affaires. Treize professions (comme celles de chimiste et de géologue) ont été ajoutées à la liste des catégories de personnes autorisées à se prévaloir des procédures expéditives d'immigration prévues dans l'ALE, et les exigences éducationnelles minimales pour les professions admissibles ont été mieux définies.

## AU FIL DES NÉGOCIATIONS

● Le 5 février, le Premier ministre Mulroney et les présidents Bush et Salinas ont conjointement annoncé leur intention de rechercher un accord global de libre-échange nord-américain pouvant accroître le commerce et l'investissement sur un marché qui compte plus de 360 millions de consommateurs et dont la production totalise 6 billions \$US. Les négociations trilatérales devraient commencer au printemps.

● Le ministre des Transports, Doug Lewis, a préparé les prochaines négociations bilatérales sur les services aériens lorsqu'il a visité Washington les 12 et 13 février. Dans ses rencontres avec le secrétaire aux Transports, Sam Skinner, et les représentants de transporteurs, d'aéroports et de syndicats américains ainsi que dans son discours à l'Aero Club, le Ministre a fait clairement savoir que le Canada est intéressé à conclure une entente équitable qui élargira les perspectives de toutes les parties intéressées.

● Les négociations pour un accord canado-américain sur la qualité de l'air se poursuivent; elles devraient être achevées sous peu.

## À L'ADMINISTRATION

### La réforme du système financier

● Le département du Trésor a publié, le 6 février des propositions longuement attendues visant à moderniser le système financier américain. L'une des principales propositions est de permettre aux banques bien capitalisées de s'affilier à des maisons de courtage, à des compagnies d'assurance et/ou à des fonds mutuels par l'entremise de holdings financiers. Ces holdings pourraient eux-mêmes être détenus par des entreprises commerciales. Les restrictions inter-états existantes disparaîtraient (mais certaines restrictions intra-état sur l'ouverture de succursales pourraient être maintenues). Le traitement national serait accordé aux banques canadiennes conformément à l'ALE. Pour le moment, le Congrès semble réticent à accepter des réformes aussi radicales. Son premier objectif est plutôt de régler le problème du Bank Insurance Fund, dont les réserves limitées pourraient être épuisées d'ici à la fin de 1991.

### La stratégie énergétique nationale

● La grande Stratégie énergétique nationale a été rendue publique le 20 février. Les mesures

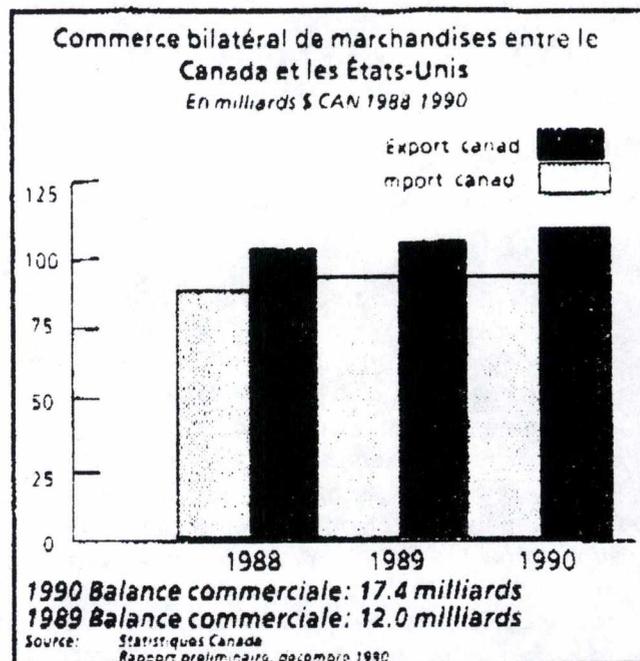
## Les Grands Dossiers À Washington

proposées englobent l'exploration et les nouvelles activités de production en Alaska et au large du plateau continental, la mise au point et l'utilisation de nouveaux carburants dans le secteur du transport, la déréglementation des industries du gaz et de l'électricité et l'encouragement de l'option nucléaire par une rationalisation du régime des permis et licences d'exploitation. Cette politique, qui vise un équilibre entre suffisance énergétique, efficacité et préoccupations environnementales dans un contexte de libre marché, a été jugée inadéquate par les groupes conservacionnistes. L'adoption de mesures plus strictes touchant les économies moyennes de combustibles par le secteur privé (normes CAFE) pourrait bien être au centre du débat alors que le Congrès entreprend son action législative. Deux propositions préoccupent plus particulièrement le Canada: l'ouverture à l'exploration et au forage de la plaine côtière de la Réserve faunique nationale de l'Arctique et la transformation de la Federal Energy Regulatory Commission, un organisme indépendant, en un service du département de l'Énergie.

● Le 5 février, le Président Bush a présenté ses propositions budgétaires pour l'AF 1992 (commençant le 1er octobre). Le déficit pour l'AF 1991 devrait représenter 318 milliards \$, soit sensiblement plus que les 220 milliards déclarés pour l'AF 1990. Pour l'AF 1992, on s'attend à un déficit de 281 milliards; ce chiffre n'englobe pas les coûts de Tempête du désert -- qui seront largement supportés par les États du Golfe. Les propositions budgétaires du Président sont conformes au plan quinquennal de réduction du déficit si difficilement mis en place l'automne dernier. Elles seront examinées et débattues par le Congrès pendant une bonne partie de l'année.

● Le 13 février, le Président Bush a annoncé la proposition de son Administration concernant un plan national des transports quinquennal de 105 milliards \$US pour le réseau d'autoroutes et le transport en commun. Le Surface Transportation Assistance Act de 1991 vise à améliorer le réseau d'autoroutes inter-états par une expansion et des améliorations de capital. La législation existante impose de sévères restrictions "Buy American" qui limitent la capacité des sociétés canadiennes de décrocher des contrats. L'Ambassade tentera d'atténuer ces restrictions.

● Le 12 février, l'industrie américaine des roulements à billes a demandé une enquête



antidumping sur les importations de roulements à billes depuis plusieurs pays, dont le Canada. Il est probable que le département du Commerce engagera une enquête.

### AU CONGRÈS

● Le 20 février, le Sénat a adopté l'Export Administration Reauthorization Act, y compris des sanctions pour empêcher les filiales étrangères de sociétés américaines de commercer avec Cuba. Le projet de loi n'a pas encore été adopté par la Chambre. Le Canada prendra des mesures énergiques pour contrer les sanctions contre Cuba en adoptant des mesures de blocage en vertu de la Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères si ce projet de loi américain est adopté.

● L'Administration a demandé au Congrès de proroger la durée de la procédure accélérée pour la négociation et l'approbation d'accords commerciaux (issus par exemple des NCM ou des négociations sur le libre-échange nord-américain). Selon cette procédure, le Congrès ne peut amender un projet de loi de mise en oeuvre d'un accord commercial; il doit l'approuver ou le rejeter en bloc. On s'attend à une opposition de la part des industries textile et agricole, des syndicats et d'autres intérêts. Un important débat est à prévoir. Si le Congrès n'approuve pas la demande de l'Administration avant le 1er juin, la procédure accélérée viendra à échéance.

## **Les Grands Dossiers À Washington**

### **LES MARCHÉS DE LA BANQUE MONDIALE**

● L'Ambassade continue d'aider les entreprises canadiennes à livrer concurrence pour les marchés de la Banque mondiale. En 1990, des sociétés canadiennes ont décroché pour plus de 200 millions \$ en contrats pour des projets de la Banque. L'industrie canadienne des services de consultants a eu une solide performance, récoltant pour environ 54 millions \$ de contrats, soit 10% de toutes les dépenses de la Banque mondiale dans ce secteur. Les prêts de la Banque mondiale devraient dépasser 22 milliards \$ en 1991, dont plus de 5 milliards \$ réservés à l'Europe de l'Est.

### **TECHNOLOGIE SPACIALE**

● Autre grand jalon de leur coopération bilatérale en matière de technologie spatiale, le Canada et les États-Unis ont signé un mémorandum d'entente sur le satellite canadien de télédétection RADARSAT le 27 février 1991. La NASA lancera le satellite en 1994 en échange d'un accès à ses données, qui pourront être recueillies quelles que soient la température et l'heure; ses capacités de balayage permettront à RADARSAT de générer des données scientifiques et économiques uniques sur la glace, l'eau, le sol et le climat d'une bonne partie de la planète. Les avantages pour les secteurs privé et public du Canada devraient dépasser le milliard de dollars.

### **Pour de plus amples renseignements...**

Voici une liste des agents de l'Ambassade qui suivent de près les événements décrits dans le présent document. Le numéro de téléphone principal de l'Ambassade est le (202) 682-1740

#### **ALE et politique commerciale**

William Dymond, Ministre-conseiller, poste 7334

#### **Politique économique**

Philip Somerville, Ministre-conseiller, poste 7427

#### **Développement commercial**

David Ryan, Ministre-conseiller, poste 7742

#### **Congrès**

Jonathan Fried, Conseiller, poste 7344

#### **Environnement**

Ross Glasgow, Premier secrétaire, poste 7736

#### **Énergie**

Jean-Pierre Gombay ou Margaret Martin, Conseillers, postes 7741 et 7506

#### **Déplacements d'affaires**

Ian Rankin, Conseiller, poste 7755

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01031496 4